

Croissance

La demande internationale atténue le blues des ménages

● Le deuxième trimestre 2018 a connu une décélération de la consommation privée. Néanmoins, malgré un léger ralentissement de l'économie mondiale, la demande vers le Maroc fait preuve d'une certaine résilience.

Alors que la croissance de l'année 2017 était surtout assurée par la consommation finale des ménages, en 2018, le contexte social est tout autre. Selon le dernier point de conjoncture du Haut commissariat au Plan, un certain ralentissement de l'activité économique, hors agriculture, est noté, due principalement à la décélération de la valeur ajoutée minière. Ainsi, au deuxième trimestre 2018, la consommation finale des ménages aurait ralenti par rapport à la même période de l'année précédente. Dans un contexte d'accélération des prix à la consommation, notamment alimentaires, elle se serait accrue de 2,9%, en volume, contribuant pour environ +1,7 point à la croissance globale du PIB, au lieu de +2,7 points un an plus tôt. Les dépenses de consommation auraient tout de même continué de profiter aux produits importés, les importations de biens finis de consommation ayant progressé d'environ 6,3%, en glissement annuel. Elles auraient été soutenues, entre autres, par un accroissement de 6% des recettes des MRE et une progression de 5,6% des crédits à



la consommation. Pour sa part, la consommation des administrations publiques se serait affermie de 2,6% sous l'effet d'une hausse des dépenses de fonctionnement. Néanmoins, ce ralentissement de la demande interne a coïncidé avec une certaine résilience de la demande mondiale adressée au Maroc. En effet, malgré la légère décélération des échanges mondiaux, la demande étrangère adressée au Maroc serait restée bien orientée lors de la

même période, réalisant une hausse de 5% en variation annuelle, portée par l'accroissement des importations des pays de la zone euro. Dans ce contexte, les exportations de biens, en augmentation estimée à 13,9%, auraient continué à profiter de la bonne performance des expéditions du secteur automobile, dans ses segments construction et câblage. Ces dernières auraient contribué pour près de 5,4

points au renforcement des exportations globales, suivies par les ventes des secteurs aéronautique, agricole et de la confection. Les exportations de phosphates et de leurs dérivés auraient, pour leur part, connu un retournement à la hausse avec une contribution positive de 4,7 points, après un premier trimestre morose, profitant de la hausse des cours mondiaux des dérivés de phosphate, notamment le DAP et le TSP (13% et 16,3%, respectivement). Pour leur part, les importations auraient crû de 9,2%, en variation annuelle. La facture énergétique aurait continué de grever la balance commerciale, contribuant pour près de 3,5 points à cette augmentation, en liaison avec le renchérissement des cours mondiaux des produits énergétiques. Les importations, hors énergie, auraient été alimentées par les acquisitions des biens d'équipement industriel (machines et appareils divers, parties d'avions, appareils pour la coupure des circuits électriques, appareils électriques pour la téléphonie, diodes et transistors), des biens de consommation (parties et pièces détachées pour voitures de tourisme, médicaments et tissus) et des demi-produits (matières plastiques).

●
PAR ABDESSAMAD NAIMI
a.naimi@leseco.ma

L'agriculture fait mieux que prévu

L'activité agricole aurait progressé à un rythme plus soutenu qu'attendu au deuxième trimestre 2018, grâce notamment à l'amélioration des perspectives de récoltes des cultures printanières. La conjonction d'un hiver 2017/2018 humide et d'un printemps 2018 particulièrement pluvieux et ensoleillé aurait favorisé le développement des cultures fruitières, fourragères, des oléagineuses et des céréales de printemps, portant leurs rendements à des niveaux dépassant la moyenne des années 2012-2017. C'est ainsi que la production végétale aurait conservé un rythme de croissance légèrement au-dessus de son niveau tendanciel, affichant une hausse de 4,8%, en variation annuelle. La croissance de la production animale aurait été, pour sa part, portée par l'amélioration des abattages du grand cheptel, après une stagnation en 2017 et la poursuite du renforcement des activités liées à l'élevage hors lait. En revanche, l'activité avicole aurait affiché un sensible ralentissement dès le début de l'année 2018, après une hausse de 17% en 2017 attribuable au redressement des abattages du poulet de chair et des dindes et au bondissement de la production des œufs. Au total, la valeur ajoutée agricole aurait progressé de 3,1%, au deuxième trimestre 2018, en variation annuelle, après avoir crû de 2,5% un trimestre auparavant.